

Right2Grow Mali

Fiche d'apprentissage

Comment le plaidoyer de la société civile peut-il être utilisé avec succès pour faire évoluer le droit à l'alimentation et à WASH au niveau des gouvernements nationaux en dépit de l'instabilité politique et environnementale ?



Contexte & intervention



La malnutrition aiguë au Mali présente un niveau toujours inquiétant. L'enquête nutritionnelle (SMART) de 2022, révèle une prévalence de la MAG (Malnutrition Aigüe Globale) au niveau national de 10,8% et une prévalence de la MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) de 2,1% dépassant le seuil d'urgence de 2% de l'OMS.

A cet effet, l'adoption d'une nouvelle Constitution le 25 février 1992, a été l'occasion pour le Mali de s'engager sur la voie de l'Etat de droit, de la démocratie pluraliste et de la décentralisation. Cette mutation constitutionnelle a favorisé la participation des communautés au processus de développement du pays, en général, et de leurs localités, en particulier.

Dans le préambule de cette Constitution, le Mali réaffirme son engagement à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 1981 et aux autres instruments juridiques régionaux et internationaux pertinents. En outre, il s'est engagé à promouvoir tous les droits des populations à travers les stratégies et politiques en cours.

Cependant, le droit à l'alimentation et à l'eau n'a pas été consacré de façon explicite, il est resté dilué dans les droits sociaux, d'où le plaidoyer de la société civile pour la constitutionnalisation de ces droits.

Résultats obtenus

L'alimentation et l'eau (article 10) et l'assainissement (Article 22) ont été reconnus comme droits constitutionnels au Mali

Bonnes pratiques



- La coalition des acteurs autour du sujet (disponibilité et engagement)
- La pertinence du sujet du plaidoyer versus les besoins des populations
- La disponibilité et l'écoute permanente des décideurs (intérêt des décideurs)
- Compétence des personnes ressources/consultants engagés dans cette activité
- L'importance d'avoir une société civile bien organisée et reconnue par les autorités. La société civile au Mali est très influente et est reconnue comme un acteur incontournable par les autorités. De ce fait, le gouvernement a mandaté la société civile pour sensibiliser la population sur l'importance de l'alimentation, de l'eau et de l'assainissement afin que le référendum sur la nouvelle constitution passe. Cela n'a pas été confié aux partis politiques par ex.
- L'importance pour la société civile de participer à toutes les étapes de l'élaboration de la nouvelle constitution : la société civile malienne était représentée dans la commission nationale d'élaboration de la constitution jusqu'à la commission de finalisation de l'élaboration de la constitution (la société civile a même réussi à obtenir 4 sièges dans cette commission dont un siège pour OMAES, partenaire R2G alors que tous les autres groupes n'avaient qu'un siège)
- L'importance d'identifier au parlement les groupes parlementaires se rapportant au sujet porté qui pourront porter les messages au parlement. Dans le cas du Mali il s'agissait du groupe parlementaire du droit à l'alimentation
- Importance de travailler sur la durée avec les parlementaires pour s'assurer qu'ils s'approprient les sujets et les processus. Dans toutes ses activités R2G inclut les parlementaires et les assistants parlementaires
- Identifier au sein du Conseil National de Transition (gouvernement) les membres issus de la société civile, qui peuvent potentiellement être des alliés.

Bonnes pratiques

- Aborder la relation avec les autorités comme une collaboration non comme un affrontement. Le Mali a toujours collaboré avec les autorités, en associant les parlementaires à toutes les étapes du processus de consultations avec la société civile par exemple.
- Organisation d'une rencontre annuelle avec les parlementaires pour les informer, échanger et développer un plan d'action sur la nutrition et la wash
- Organisation d'une rencontre annuelle avec les journalistes pour avoir un espace d'information et de discussion et développer un plan d'action sur la wash et la nutrition.
- Cibler les réseaux de journalistes en lien avec sa thématique. Le Mali a travaillé avec le réseau des journalistes WASH et le réseau des journalistes en nutrition pour informer la population et passer les messages clés. Les médias ont joué un rôle clé d'information pendant la campagne pour le oui du référendum.
- Cultiver un lien permanent avec les journalistes. En leur donnant accès à leurs contacts, en leur ouvrant des portes R2G a rendu ses thématiques plus visibles dans les médias. R2G a appuyé également la mise en œuvre de leur plan d'action ou encore organisé un concours des journalistes sur les questions de wash et nutrition. Les journalistes sont des alliés de long terme. Leur permettre de développer leur influence est également une façon de rendre plus visible nos messages. Le réseau de journalistes de la sécurité alimentaire malien vient d'intégrer une alliance de l'Afrique de l'Ouest et du centre par exemple, ce qui offre indirectement à R2G une nouvelle tribune.
- S'appuyer sur des champions (leaders communautaires, chefs religieux, artistes) pour relayer les messages auprès de la population. A l'instar des journalistes, ils ont joué un rôle clé pour sensibiliser la population à l'importance d'inclure le droit à l'alimentation, à l'eau et à l'hygiène dans la constitution et de voter oui au référendum.



Defis

- Instabilité du contexte, changements politiques et renouvellement des décideurs politiques. Il est donc indispensable de créer un réseau d'alliés politiques en dehors des parlementaires/ministres qui en cas de changement politique s'en vont et nécessitent de repartir à zéro dans le travail d'influence. Le Mali a créé des liens étroits avec des personnes dans l'administration parlementaire et plus particulièrement les secrétaires parlementaires qui sont la mémoire du parlement et font partie des personnes qui restent en dépit des changements politiques. (C'est la même stratégie adoptée au niveau local, où R2G a créé des liens avec les maires mais aussi les secrétaires généraux de mairie, qui eux restent, en cas de changement politique). Les secrétaires parlementaires jouent un rôle clé en termes de mobilisation des parlementaires également car ils/elles sont en lien avec les différentes commissions à qui ils partagent les papiers de positionnement de la société civile. Ils s'assurent également de la participation des députés aux débats.
- La durée du processus de plaidoyer qui dépasse largement le cadre d'un programme classique. Il faut donc s'assurer d'avoir des partenaires aux reins solides qui peuvent continuer le plaidoyer même en cas de ressources réduites.
- L'abandon des acteurs durant le processus pour faute de financement, d'où l'importance d'avoir des financements long terme ou de faire financer ces activités de plaidoyer par plusieurs projets..

Recommandations

Faire reposer les activités de plaidoyer sur des organisations de la société civile fortes en termes de compétences, de ressources financières et d'engagement

S'assurer que les alliés s'approprient bien le processus/soient bien informés pour être à même d'avoir les bons arguments et d'influencer aux moments importants

Fiche d'apprentissage publiée le 01/06/2024

Pour toute question, veuillez contacter:

Massaman Sinaba (Chargé de Programmes OMAES) - msinaba@omaes.org

Issouf Traoré (Point focal technique Scaling Up Nutrition) - tisouf12@gmail.com

Tabalaba Boureïma (Directeur Exécutif CN-CIEPA/WASH, Point Focal National SWA (société civile)) - tabalabab@yahoo.fr

Right2Grow s'engage en faveur d'un monde dans lequel chaque enfant peut se développer pleinement, ce qui nécessite de s'attaquer aux causes profondes de la faim. Right2Grow est un partenariat stratégique entre Action contre la faim, le Centre pour la gouvernance économique et la responsabilité en Afrique (CEGAA), la Fondation Max, Save the Children, The Hunger Project et World Vision. Right2Grow collabore avec des communautés, des organisations communautaires et des organisations de la société civile au Bangladesh, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Mali, au Sud-Soudan et en Ouganda.